

Impasse au Mali ?

Par Chéibane coulibaly

Ce qui caractérise la situation au Mali aujourd'hui, c'est une certaine confusion. Le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP) commençait à manifester pour une fin de règne du pouvoir du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en Juin 2020. Quand le militaire conduisait son putsch en août, le M5-RFP n'a pas su gérer la situation : les alliances tissées entre les différentes composantes ont volé en éclats face à la concurrence des leaders pour s'emparer du pouvoir, plus exactement pour le partage du pouvoir.

Cette lutte pour le leadership politique du M5-RFP a commencé quand l'aile Espoir Mali Koura (EMK) du mouvement a dénié à Mahmoud Dicko le rôle de leader politique. L'imam Dicko avait appelé pour ces manifestations en juin et était considéré son leader. Cheick Oumar Sissoko, Président du parti sœur de DIE LINKE, Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (SADI), disait de Dicko qu'il est le leader moral du mouvement. Des trois composantes du M5-RFP (La Coordination des mouvements, association et sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko, CMAS, Espoir Mali Kura, EMK, et le Front pour la Sauvegarde de la démocratie, FSD), EMK était celle qui pouvait mobiliser le moins de militant-e-s, et elle prétendait prendre la tête de tout le mouvement. De plus, les leaders de EMK que beaucoup d'intellectuel-le-s taxaient de « gauchistes » n'étaient pas capables de bâtir des compromis leur permettant d'atteindre petit à petit leurs objectifs.

D'autre part, Dicko avait des pressions énormes sur lui. D'abord du côté de la Communauté internationale qui voulait avoir le contrôle de la situation et répétait sans cesse qu'elle craignait avec Dicko l'avènement au Mali d'un « pouvoir islamiste ». Ensuite la pression venait de la CEDEAO qui sous le couvert d'un retour à une vie constitutionnelle normale au Mali, appuyait les partis politiques traditionnels fortement décriés par les Maliens. Enfin après le coup d'Etat de 18 Août, les jeunes officiers mettent eux aussi la pression pour avoir le contrôle de la situation.

On dit que Dicko a fini par lâcher sur ordre de ses soutiens arabes qui l'auraient mis en mission au Mali. Toujours est-il que Dicko a commencé à reculer depuis qu'il a déclaré qu'il n'a jamais demandé le départ de IBK.

Ces hésitations de Dicko ont amené les jeunes qui constituaient le gros des manifestant-e-s, à créer des brigades de vigilance pour que les objectifs du mouvement soient atteints. La troisième composante du M5-RFP, à savoir les partis politiques traditionnels, a favorisé le renforcement de ces brigades. Profitant de sa position de chef du Comité Stratégique du M5-RFP, Choguel Kokala Maïga (chef du parti Mouvement patriotique pour le renouveau, MPR) s'est adressé directement aux membres de ces brigades en leur disant que désormais le M5-RFP va leur rendre compte régulièrement du point des négociations et que le mouvement ne va rien entreprendre sans l'accord de ces brigades.

La base du M5-RFP venait d'être adoubée par le Comité Stratégique, mais elle était peu structurée et les partis politiques comptaient sur elle pour avoir le contrôle politique effectif. Mais ces brigades étaient difficiles à contrôler ; leur mot d'ordre était trop radical (« la satisfaction de toutes nos revendications ») dans une situation qui exigeait de faire des compromis.

Mais l'existence de ces brigades interdisait aux différents acteurs de s'adonner à des compromissions qui ont caractérisé toute la période politique qui s'achevait. Même le mouvement des militaires qui ont pris le pouvoir, se défiait de ces brigades et ne cherchait pas à céder trop vite aux pressions de la CEDEAO que les Maliens accusaient de vouloir réinstaller le régime de IBK.

Mais les brigades n'avaient pas de direction politique commune et autonome. Leurs pressions sur les acteurs y compris les militaires nouvellement venus au pouvoir n'ont pas survécu aux fissures du M5-RFP et à son éclatement final. Leur disparition a, à son tour, contribué à l'écroulement du M5-RFP dont la dernière rencontre avec le Président de la Transition, Bah N'Daw, a montré à quel point ce mouvement ne compte plus sur l'échiquier politique malien.

C'est que le M5-RFP a mis l'accent non pas sur la feuille de route de la Transition mais sur la composition des organes de la Transition. Récemment encore Choguel demandait la dissolution du parlement de transition, le Conseil National de Transition (CNT), et du Gouvernement, donnant l'impression que ce qui intéresse les leaders du M5-RFP c'est d'avoir des postes dans l'appareil d'Etat. A la télévision, le Président de transition souriait de leurs revendications huit mois après le début d'une transition dont la durée est fixée à 18 mois.

Plus grave, le M5-RFP n'a finalement pas pesé sur la feuille de route de la Transition : les militaires ont vite compris que ce qui comptait *in fine* ce sont les desiderata de la CEDEAO et de la communauté internationale, notamment par rapport à l'Accord d'Alger tant décrié par les Maliens.

Malgré les protestations de différentes organisations, le Gouvernement de transition compte organiser un référendum constitutionnel qui ferait passer une constitution qui prend en compte les mesures préconisées par l'Accord d'Alger. J'avais demandé en son temps que l'Allemagne et d'autres pays amis s'opposent à la prise de sanctions économiques contre le Mali, après le coup d'Etat. Aujourd'hui ces pays devraient ne pas financer l'organisation du référendum constitutionnel car le projet de constitution proposé ne convient pas du tout à ce que la majorité des Maliens souhaitent. Mais ce projet risque de passer parce que personne ne peut jusqu'ici garantir de la sincérité des élections au Mali.

Si le M5-RFP avait continué de porter ses efforts sur la feuille de route de la Transition, il est clair que les débats sur une nouvelle constitution seraient plus inclusifs. Ce qui est sûr, c'est que même si la Transition parvient à faire passer une telle constitution, elle serait immédiatement remise en cause dès la fin de cette transition. Car le pacte social ancien qui liait les communautés, notamment autour de l'exploitation du foncier et des ressources naturelles, est rompu (d'où la multiplication des conflits intra- et intercommunautaires) et le nouveau pacte n'est pas encore au point. Se précipiter dans ces conditions pour faire passer une Constitution qui doit être justement la codification de ce nouveau pacte, c'est mettre la charrue avant les bœufs.

En conclusion, si les autorités de transition avaient, conformément aux vœux des populations, continué la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, elles auraient changé la situation sur l'ensemble du territoire national. Elles auraient assaini la situation politique du pays, en mettant fin aux agissements illicites de toute une classe politique et de ses alliés.

Les militaires qui ont pris le pouvoir ont subi tellement de pressions (notamment économiques et même spécifiquement financières) de la CEDEAO qu'ils ont cédé aux exigences de cette organisation que le petit peuple considère comme « un syndicat de chefs d'Etat corrompus et apatrides ». Les militaires au pouvoir n'ont pas pu résister aux risques de ne pas avoir les moyens de faire fonctionner l'appareil d'Etat notamment de payer les salaires des fonctionnaires. Les militaires ont eu peur à faire face à une révolte populaire d'autant plus que de nombreux Malien-ne-s des villes sont contre les coups d'Etat.

Le Mali se dirige-t-il donc vers une impasse totale, surtout au regard des menaces du M5-RFP de reprendre les manifestations de rue et des grèves répétées des syndicats ? Des risques existent en effet mais ils ne sont le fait ni du M5-RFP ni des syndicats. Le M5-RFP est aujourd'hui incapable de mobiliser et mettre dans la rue des foules de citoyen-ne-s : la CMAS et son leader charismatique, Mahmoud Dicko, ne font plus partie de ce regroupement ; selon certain-e-s leaders de EMK, leur mouvement ne peut pas à lui seul mobiliser plus de deux cents personnes ; la troisième composante du M5 originel, le FSD comprenant surtout des partis traditionnels, n'a toujours pas la confiance du petit peuple.

Les syndicats, surtout la centrale la plus puissante à savoir l'Union nationale des travailleurs du Mali (UNTM), ont aujourd'hui des leaders qui sont conscient-e-s qu'un Gouvernement de transition n'a pas les mêmes moyens financiers qu'un « Gouvernement constitutionnel ». Il-elle-s savent donc que toutes leurs revendications ne peuvent pas être satisfaites mais ils continuent de mettre une « pression raisonnable » sur le gouvernement d'une part pour que certaines de leurs revendications soient satisfaites, d'autre part pour obliger l'Etat à respecter davantage les travailleur-euse-s par la tenue des promesses faites.

Le mal du Mali est plus profond : c'est l'absence d'un projet de société consensuel. La contradiction est forte entre une classe politique qui veut instaurer la démocratie libérale basée sur la centralité de l'individu, de la propriété privée et de la logique de marché et une population qui est en grande partie dans l'affirmation têtue de la famille, d'une forme particulière de la « propriété » qui tend plus vers « la possession collective » (par exemple de la terre), et de l'autosuffisance alimentaire.

La question est éminemment politique et les Malien-ne-s doivent avoir le courage de l'aborder franchement au cours des nombreux « dialogues » qu'il-elle-s ne cessent d'organiser. La Transition aurait pu, et peut encore, travailler à réunir les conditions permettant aux Malien-ne-s de franchir ce cap si difficile.

Chéibane Coulibaly est directeur de l'Université Mande Bukari. Il a écrit plusieurs livres, entre autres « Crise politico-institutionnelle au Mali. Essai de philosophie politique Mandingue » publié en 2020.